PRISE DE POSITION - DEFENSE

Armée de milice

Le Lobby des Citoyens est un fervent défenseur de l'armée de milice, la seule qui soit adaptée à la protection de notre pays parce qu'elle est indissociable de sa population. Cette armée, à priori peu professionnelle, détient une arme que les autres armées n'ont pas et qui la rend redoutable : la volonté de résistance, ancrée au plus profond de chaque Citoyen-Soldat, qui le rend farouchement déterminé à défendre son sol, sa famille et ses biens.

Voir notre prise de position sur la votation du 22 septembre 2013

Voir aussi l'excellent plaidoyer pour l'armée de milice de l'historien Jean-Jacques Langendorf : "*Digue au Chaos, l'Armée des Citoyens*" (Editions Cabédita)

1. Budget "Défense"

L'armée devrait pouvoir se concentrer sur sa mission sans quémander continuellement des crédits. Il convient donc de lui mettre à disposition un budget qui reste stable pour la Confédération, quels que soient les aléas économiques que traversent le pays. Cela pourrait être fait en lui réservant un pourcentage entre 3 et 5% du PIB, défini pour des périodes de 10 ans.

La situation alarmante et pathétique, dans laquelle d'aucuns (qu'il conviendra rapidement de dépister et de mettre hors d'état de nuire) ont réduit notre armée, milite pour un taux 5% initial, afin de refaire le retard considérable pour la rendre à nouveau crédible et opérationnel. Pour ce faire, il conviendra de rapidement revoir le cahier des charges de cette armée et voir comment elle peut être la plus efficace par rapport aux armements actuels.

Ce budget étant fluctuant pour l'armée, il conviendra qu'elle le gère parcimonieusement dans les période de boom économique de façon à créer des réserves suffisantes pour combler les manques en période de vaches maigres. L'armée agira ainsi, en contrepoids économique en cas de crise puisqu'elle continuera à dépenser alors que le budgets seront en baisse.

Une bonne gestion de ce budget pourrait permettre à la Confédération de revoir à la baisse ce taux, améliorant d'autant les comptes de la Confédération.

Le Département de la Défense devra être surveillé contre toute tentation de conflit d'intérêt ou tentative de gaspillage pour maintenir le taux maximum.

Ce budget imposera à la Défense quelques conditions :

a) participer au développement économique du pays en attribuant prioritairement ses choix de matériel et d'armement à des sociétés suisses (non à des groupes étrangers qui ouvrent des sociétés en Suisse)

b) confectionner ce qui peut l'être par des privés en Suisse, pour soutenir la survie des économies rurales ou montagnardes.

c) confier à des sociétés suisses, exemptes d'intérêts étrangers et travaillant prioritairement au profit de la Défense, le soin d'adapter et de conditionner le matériel ou l'armement technologique afin de lui rajouter une touche de "swiss finish secret", qui les rend uniques.

3. L'effectif de l'armée

L'armée devrait avoir comme mission d'**être capable de mobiliser 10% de sa population** en un éclair voire plus (tous ceux qui ont fait du service étant capables, en cas de besoin, d'être utiles d'une façon ou d'une autre). Avec une population de 7,912 millions (2011), cela fait donc un total de 800'000 hommes que l'armée doit s'employer à rendre, d'une façon ou d'une autre, aptes et "mobilisables".

Pour réduire au maximum les coûts, l'armée doit rétablir les activités ludiques hors services et soutenir les associations qui les promeuvent :

- ***Conditions physique*** : rétablir le principe des pistes Vita, les parties de paintball, etc..., orientations dans le terrain, patrouille des glaciers, exercices international de patrouilles militaires, etc...
- ***Tir*** : soutenir les sociétés de tir et autres Abbayes, motiver les concours suisses et internationaux en renforçant toutefois le contrôle des munitions et le retrait des cartouches et en rappelant qu'à part la boîte de cartouches, qui ne doit pas être ouverte, il est formellement interdit de détenir de la munition chez soi.
- ***Compétences militaires et esprit de corps*** : rétablir et développer cet excellent concept "Jeunesse & Sports", soutenir le scoutisme, motiver les nouveaux soldats à adhérer aux sociétés militaires, actuellement crevotante faute de membres suffisants, soutenir les sociétés militaires en rétablissant les subventions, en leur mettant à disposition du matériel.

La direction de l'armée doit avoir la liberté de manœuvre de choisir combien elle va lever d'hommes dans l'année, comment elle entend structurer l'armée en fonction de la menace et comment elle compte morceler les jours de services voulus. Aujourd'hui, nous avons moins besoin de soldats en armes que de spécialistes pour traquer les menaces informatiques de type militaire ou les cybercriminels civils. Cela tombe bien, c'est justement le "trip" des jeunes, plutôt antimilitaristes, qui seraient ainsi propulsés et soutenus dans leur passion. Nous avons besoins de sentinelles pour donner l'alarme en cas de banditisme urbain. Des groupes régionaux pourraient être sensibilisés et coachés sur le sujet. Il existe maintes et maintes façon de se défendre. Il s'agit aussi de trouver des pour lutter contre des armes très technologiques. Demain, nous aurons peut-être besoin à nouveau de protéger nos frontières et de mobiliser des soldats en armes. Ils doivent être en bonne condition physique, mentalement prêt, techniquement au point.

Le chef de l'armée, devra être un milicien convaincu, fin connaisseur des nouvelles technologies mais aussi sur les moyens de les contrer, ouvert sur des solutions non conventionnelles (les cyclistes en était un, à rétablir d'urgence).

4. Nouvel avion de combat

Le Lobby des Citoyens **soutient le budget voté par le Parlement pour le nouvel avion de combat**. Mais il tient à faire une distinction entre crédit alloué pour acquérir un outil adapté à sa défense sécuritaire et le choix définitif de l'appareil. Dans le contexte de guerre économique menée contre nous par les Etats-Unis, nous voulons préserver un peu de marge de manœuvre en gardant en mains une carte économique. **De ce fait nous proposons au Conseil National de renvoyer le vote sur le Gripen à plus tard** (voir prise de position sous : www.lldc.ch/wa_files/Gripen.pdf).

5. Adhésion à l'OTAN : c'est NON

Notre armée a été conçue pour la défense de notre territoire et de sa population et pour des missions d'aide en cas de catastrophe. L'OTAN est aujourd'hui une machine de guerre offensive. Elle permet aussi aux Etats-Unis de se considérer chez eux sur tout le territoire de l'organisation, leur offrant ainsi une légion étrangère d'occupation, payée par le pays occupé, sans même que ces citoyens en aient conscience.

Une adhésion à l'OTAN et l'envoi de soldats armés hors de nos frontières constituent une flagrante violation de notre Neutralité avec laquelle notre Didier Burkhalter joue avec beaucoup de désinvolture, se permettant même d'intervenir dans des dossiers géopolitiques qui le dépassent vraisemblablement.

En tant que Citoyens-Soldats et parents de Citoyens-soldats, il est exclu de sacrifier la vie de nos enfants dans des missions de guerre à l'étranger utiles surtout pour les Américains à asseoir leur

hégémonie sur le monde. Notre pays n'a pas vocation à agresser des autres Etats et encore moins à tuer leurs ressortissants, à moins que ceux-ci viennent s'en prendre directement à nous, chez nous.

Par ailleurs, Le Lobby des Citoyens demande aux Officiers généraux de notre armée, tentés par une 4ème étoile et une carrière professionnelle plus "glamour" à l'étranger (l'abolition de notre obligation de servir conduisant inéluctablement notre pays à l'adhésion à l'OTAN - toujours selon ce slogan dévastateur qui permet de justifier l'injustifiable : "il n'y a pas d'alternative"), de bien considérer leur loyauté vis-à-vis de leur patrie. Le conflit d'intérêt manifeste ne peut se résumer à une trahison de leur engagement envers notre pays.

6. Audit sur la destruction de notre matériel militaire et le démantèlement organisé et systématique de notre armée.

Le Lobby des Citoyens vit très mal la mise en pièce de notre armée de milice dans un but très piloté d'adhésion à l'OTAN. Nous demandons à ce que les Citoyens soient informés des tenants et aboutissants d'un certain nombre de dossiers sur la destruction de matériel en état de fonctionner (par exemple les M113), la destruction de nos infrastructures (auto-destruction de nos forteresses par fermeture des aérations notamment) ou l'achat contestable de nos avions de combat F-5 Tigers (semble-t-il totalement dépassé au moment de leur acquisition) et maintenant leur revente à vil prix aux Etats-Unis comme avion école, mission qu'il pourrait bien remplir chez nous). Il n'est pas question de gaspiller ainsi impunément l'argent du contribuable.

Etre vigilants, et s'il le faut critiques, sur l'usage de notre outil de défense et de sécurité participe de l'acte de Citoyen. A nos autorités le soin de nous prouver qu'elles sont capables de la mission qu'on leur a confiée. Sinon, il faut les remplacer. Nous faisons aussi une distinction entre incompétence et trahison. La sanction n'est pas la même. Il convient de s'assurer que notre Institution, l'Armée, que nous espérons avoir sauvée le 22 septembre, soient immédiatement purgée des gens qui la trahissent.

Notre confiance dans notre armée de milice est intacte. Nous resterons vigilants en ce qui concerne ceux qui doivent la rendre crédible. Et ce n'est certainement pas à l'OTAN qu'elle sera crédible.

Genève, le 29 août 2013

Marc R. Studer
Président
Le Lobby des Citoyens

Prof. Jean-Jacques Langendorf
Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (CHPM), Pully
Institut de Stratégie et des Conflits, Paris
Institut für vergleichende Taktik, Wien-Leipzig